SUPPLEMENT DE L'ABEILLE
de la Nouvelle-Orléans.

Vendredi matin, 1er Septembre 1876.

France.

LA DERNIERE SESSION LÉGISLATIVE.

Nous empruntons au *Temps*, journal républicain modéré, l'appréciation suivante sur la dernière session législative. Sans partager toutes ses vues, nous reconnaissons qu'il y a beaucoup de vrai dans ses observations.

Le trait caractéristique de la session qui vient de finir, on ce qui concerne le Sénat, est l'attitude que ce corps a voulu prendre à l'égard de la Chambre des Députés et qu'il a été obligé d'abandonner. La constitution a incontestablement révélé le Sénat du pouvoir de faire échec à la Chambre et même au gouvernement, en rejetant les lois qu'ils lui soumettent; mais ce pouvoir est limité par les responsabilités qu'il implique. Un conflit avec la Chambre peut facilement devenir un conflit avec le pays, et, dans ce cas-là, il est peu probable que ce soit le Sénat qui l'emporte. Les attributions politiques ne valent jamais tant par la lettre de la loi qui les a établies, que par la manière dont il en est fait usage, par l'utilité dont elles sont pour la chose publique, par l'autorité morale dont les corps qui en sont revêtus savent s'entourer dans l'exercice de leurs fonctions. Voilà ce qu'une partie de la majorité conservatrice du Sénat a fini par comprendre. Elle a reculé, comme nous le faisons l'autre jour, devant les alliances qu'on voulait lui faire contracter et les aventures où l'on voulait l'entraîner; elle s'est dépouillée de l'intransigeance des légitimistes et s'est refusée à servir les desseins des bonapartistes. De là, une division qui a arrêté tout court la majorité dans la voie d'intransigeance où elle s'était engagée, et de là, le témoignage que nous avons dû rendre au Sénat, qu'il a mieux fini la session qu'il ne l'avait commencée.

La physionomie du Sénat est donc facile à saisir; sauf une diminution de l'élément impérialiste et une augmentation du parti de l'appel au peuple, le Sénat reste tout à fait l'Assemblée nationale. La majorité et la minorité s'y balancent de la même manière, et la décision finale y appartient également à un groupe intermédiaire, hésitant comme jadis entre de vieilles préférences et d'évidentes nécessités. Il en est autrement de la Chambre des députés. La tout est nouveau: plus de la moitié des membres viennent d'entrer pour la première fois dans la vie politique, et les élections ont donné une majorité dévouée à la cause de la république. Les conséquences en ont été les amendements apportés par l'Assemblée nationale se sont brisés, que la position respective des partis n'est modifiée, et que nous nous trouvons en présence de quelque chose d'assez complexe et d'assez malaisé à caractériser.

La Chambre, évidemment ne se connaît pas encore elle-même; comment ferions-nous pour le deviner? Force est donc de nous en tenir aux traits les plus généraux. Un qui est le plus apparent, c'est une certaine indépendance, une grande bonne volonté et une louable indépendance. Ces députés nouveaux, envoyés à Versailles par un grand mouvement d'opinion, et qu'on pouvait croire disposés à s'enrégimenter sous des chefs connus et sous des drapeaux extérieurs, se sont au contraire dégagés avec certaine netteté de toutes compromissions. Voilà le bon côté. Ce qui est regrettable, en revanche, c'est qu'on ait vu si peu de personnalités marquantes, soit dans la tribune, soit dans les conseils, se dégager du milieu de cette masse émiettée et raisonnable. Les partis ne se passent pas de chefs, et les assemblées de direction, et de chefs naturels que donnent le caractère et le talent, il n'en a guère surgi jusqu'à présent dans la Chambre des députés. Les anciens meneurs, en outre, par suite de circonstances, ont perdu quelque chose de leur valeur et de leur signification. Les inconvénients de cet état de choses ont été des abus d'initiative personnelle, un manque de cohésion entre les groupes, des velléités à l'extrême gauche de tenir la main à la montagne, et des velléités au centre gauche d'appuyer par moments à droite. L'unité de direction et de distinction était bien là, mais l'unité de direction a décidément fait défaut.

Au total, et à prendre l'ensemble des votes et l'impression générale laissée par la session, la Chambre des députés s'est montrée à la fois résolue et modérée. Elle a eu des hésitations, mais elle a toujours fini par se rendre aux conseils de la prudence.

Elle n'a point usé de représailles contre les défis du Sénat. Elle a écarté l'amnistie malgré tous les efforts tentés pour lui arracher quelque concession dans ce sens. Elle a accepté une transaction sur le bill municipal. Elle a ajourné la loi Gatineau et la révision des lois de la presse, de peur de se trouver en désaccord avec le vieux président du conseil. Elle a évité d'ébranler le pouvoir en marquant son dissentiment avec tous les ministres qui lui étaient le moins sympathiques. Elle n'a honoré, enfin, en augmentant de dix millions le budget de l'instruction publique. Grandeur bonne mesure! Signification progressive de fort! Magnifique souvenir ainsi légué désormais à la mémoire de notre premier parlement républicain!

Reconnaissons que la tâche de la majorité de la Chambre lui a été facilitée par deux causes: l'attitude de l'opposition et l'épuration que le parti radical a subie sans l'avoir cherchée. Vingt-cinq membres arrivant, représentant l'ancienne tradition révolutionnaire, amoureux des principes absolus et des phrases sonores, dédaigneux des concessions dont se compose la politique proprement dite, nous font un début saisi d'une rencontre que je tait dans l'ombre d'anciens chefs et d'anciens services, se sont formellement séparés de l'Union républicaine. Il ne pouvait guère arriver d'événement plus heureux pour ce groupe et, par suite, pour la gauche tout entière. Débarrassée d'une entêtante compromettante, les amis de M. Gambetta achevaient de prendre une attitude de politique positive que ce chef habile cherche depuis trois ans à imprimer à son parti. Le radicalisme a son droit à l'existence et sa légitimité reconnaissant, il a sa place dans l'ensemble des tendances et des opinions d'un peuple, il a son rôle dans le progrès des sociétés: tout ce qu'on a le droit de lui demander, c'est qu'il accepte les institutions, qu'il ménage nos intérêts, et qu'il parle notre langue. La retraite de M. Madier de Montjau et de M. Marcou sur la gauche, a purgé le radicalisme d'un élément d'utopie et d'exagération qui entravait son action parlementaire.

La conquête de la droite, dans la Chambre des députés, n'a pas rendu au monarchie service à la majorité. La voie à suivre par cette minorité semblait toute tracée. Trop peu considérable pour diriger des partis, n'est modifiée, et que nous nous trouvons en présence de quelque chose d'assez complexe et d'assez malaisé à caractériser.

La Chambre, évidemment ne se connaît pas encore elle-même; comment ferions-nous pour le deviner? Force est donc de nous en tenir aux traits les plus généraux. Un qui est le plus apparent, c'est une certaine indépendance, une grande bonne volonté et une louable indépendance. Ces députés nouveaux, envoyés à Versailles par un grand mouvement d'opinion, et qu'on pouvait croire disposés à s'enrégimenter sous des chefs connus et sous des drapeaux extérieurs, se sont au contraire dégagés avec certaine netteté de toutes compromissions. Voilà le bon côté. Ce qui est regrettable, en revanche, c'est qu'on ait vu si peu de personnalités marquantes, soit dans la tribune, soit dans les conseils, se dégager du milieu de cette masse émiettée et raisonnable. Les partis ne se passent pas de chefs, et les assemblées de direction, et de chefs naturels que donnent le caractère et le talent, il n'en a guère surgi jusqu'à présent dans la Chambre des députés. Les anciens meneurs, en outre, par suite de circonstances, ont perdu quelque chose de leur valeur et de leur signification. Les inconvénients de cet état de choses ont été des abus d'initiative personnelle, un manque de cohésion entre les groupes, des velléités à l'extrême gauche de tenir la main à la montagne, et des velléités au centre gauche d'appuyer par moments à droite. L'unité de direction et de distinction était bien là, mais l'unité de direction a décidément fait défaut.

Au total, et à prendre l'ensemble des votes et l'impression générale laissée par la session, la Chambre des députés s'est montrée à la fois résolue et modérée. Elle a eu des hésitations, mais elle a toujours fini par se rendre aux conseils de la prudence.

Elle n'a point usé de représailles contre les défis du Sénat. Elle a écarté l'amnistie malgré tous les efforts tentés pour lui arracher quelque concession dans ce sens. Elle a accepté une transaction sur le bill municipal. Elle a ajourné la loi Gatineau et la révision des lois de la presse, de peur de se trouver en désaccord avec le vieux président du conseil. Elle a évité d'ébranler le pouvoir en marquant son dissentiment avec tous les ministres qui lui étaient le moins sympathiques. Elle a honoré, enfin, en augmentant de dix millions le budget de l'instruction publique. Grandeur bonne mesure! Signification progressive de fort! Magnifique souvenir ainsi légué désormais à la mémoire de notre premier parlement républicain!

Reconnaissons que la tâche de la majorité de la Chambre lui a été facilitée par deux causes: l'attitude de l'opposition et l'épuration que le parti radical a subie sans l'avoir cherchée. Vingt-cinq membres arrivant, représentant l'ancienne tradition révolutionnaire, amoureux des principes absolus et des phrases sonores, dédaigneux des concessions dont se compose la politique proprement dite, nous font un début saisi d'une rencontre que je tait dans l'ombre d'anciens chefs et d'anciens services, se sont formellement séparés de l'Union républicaine. Il ne pouvait guère arriver d'événement plus heureux pour ce groupe et, par suite, pour la gauche tout entière. Débarrassée d'une entêtante compromettante, les amis de M. Gambetta achevaient de prendre une attitude de politique positive que ce chef habile cherche depuis trois ans à imprimer à son parti. Le radicalisme a son droit à l'existence et sa légitimité reconnaissant, il a sa place dans l'ensemble des tendances et des opinions d'un peuple, il a son rôle dans le progrès des sociétés: tout ce qu'on a le droit de lui demander, c'est qu'il accepte les institutions, qu'il ménage nos intérêts, et qu'il parle notre langue. La retraite de M. Madier de Montjau et de M. Marcou sur la gauche, a purgé le radicalisme d'un élément d'utopie et d'exagération qui entravait son action parlementaire.

La conquête de la droite, dans la Chambre des députés, n'a pas rendu au monarchie service à la majorité. La voie à suivre par cette minorité semblait toute tracée. Trop peu considérable pour diriger des partis